



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Décision relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas en application de
l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

Société GRANULATS VICAT à REHAINVILLER
Projet de renouvellement et d'extension de la carrière de sable rouge

n° 2024-0117
AIOT 006208402

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment le IV de son article L. 122-1, et ses articles R. 122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-631 du 1^{er} décembre 2009 autorisant l'exploitation d'une carrière de sables rouges sur la commune de Rehainviller pour une durée de 15 ans ;

Vu la demande d'examen au cas par cas présentée par la société Granulats Vicat transmise le 10 avril 2024, relatif au projet de renouvellement et d'extension de sa carrière de sables rouges sur son site de Rehainviller ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est examinant la demande, référencé CM/NW/686_2024 en date du 16 avril 2024 ;

Considérant les caractéristiques du projet qui relève de la rubrique n° 1c de la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du code de l'environnement « extensions inférieures à 25 ha des carrières soumises à autorisation mentionnée par la rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE » ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé publique qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

DÉCIDE

Article 1^{er} : Soumission à évaluation environnementale

En application de la section première du chapitre II du titre II du Livre premier du code de l'environnement, de renouvellement et d'extension de la carrière de sables rouges, sur le territoire de la commune de Rehainviller porté par la société GRANULATS VICAT, **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Article 3 :

L'autorité décisionnaire est chargée de vérifier au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Article 4 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Exécution de l'arrêté

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société GRANULATS VICAT

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de LUNÉVILLE
- Monsieur le maire de REHAINVILLER

Nancy, le **22 AVR. 2024**

Le préfet

Pour le préfet
et par délégation,
le secrétaire général


Julien LE GOFF

Voies et délais de recours

La décision dispensant d'une étude d'impact rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut pas faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.

